



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2908
26 avril 2024
1,50 € • DOM: 2€



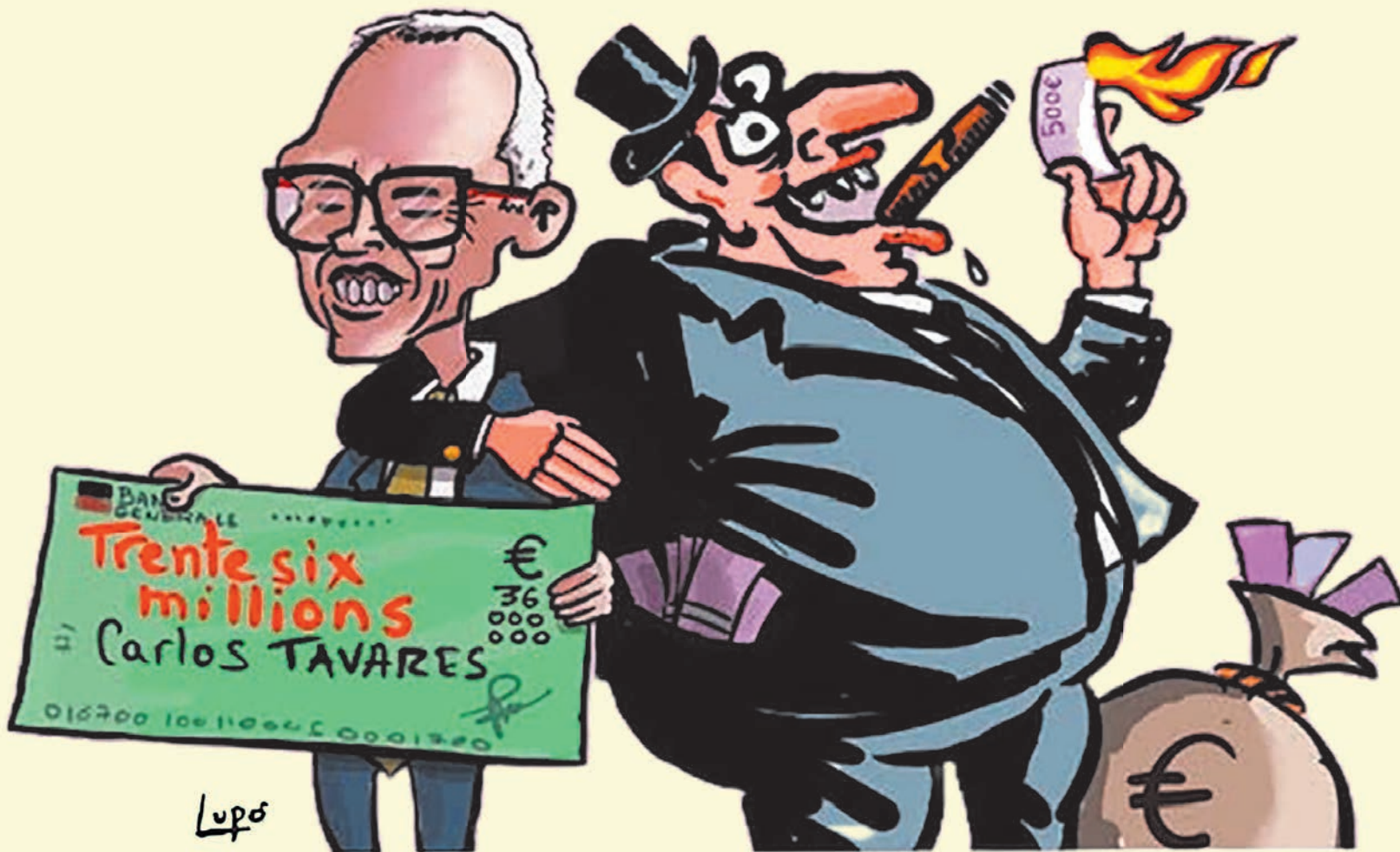
Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

PDG millionnaires, actionnaires milliardaires Tout un système à renverser !



Chômeurs

**Les attaques
d'Attal**

page 3

Premier Mai

**Vive le
drapeau rouge!**

page 16

18, 19 et 20 mai

**La fête de
Lutte ouvrière**

pages 8 et 9

Leur société

- Assurance chômage: le gouvernement à l'attaque 3
- Jeunesse: Attal veut la mettre au pas 3
- Violences et ordre social 3
- Procès en terrorisme: intimidation et répression 5
- Cotisations patronales: des allègements par milliards 5
- Logement social: comment cacher la misère 5
- L'hôpital et la santé: malades du profit 6
- Cliniques privées, grève patronale annoncée 6
- Vente de Biogaran: pour soigner Servier 6
- Guadeloupe: couvre-feu ou cache-misère? 7
- Écoles de Seine-Saint-Denis mobilisées 7
- Chaussée endommagée, l'incurie de l'État 7
- Péresse: ne pas fâcher les capitalistes 7
- Premier mai: vive le drapeau rouge! 16
- Pour la révolution sociale 16
- Dépenses militaires: la guerre en préparation 16

Européennes

- Face au Medef et à ceux qui le soutiennent 4
- Éric Bellet, ouvrier à Michelin Bourges 4

Dans le monde

- Iran-Israël: des provocations au risque d'escalade 10
- Gaza: l'impérialisme américain arme les massacreurs 10
- États-Unis: des milliards pour la guerre 11
- Grande-Bretagne: loi Rwanda, loi de scélérats 11

Il y a 50 ans

- 25 avril 1974 au Portugal: la révolution des Œillets 12

Dans les entreprises

- MA France 13
- Keolis - Montesson et Argenteuil 13
- Caterpillar 13
- Michelin 14
- Tour Eiffel 14
- Indexia 15
- SNCF - Strasbourg 15

Agenda

- La fête de Lutte ouvrière à Presles, les 18, 19 et 20 mai 8-9
- fête régionale à Marseille 16

Derrière le salaire provocant de Tavares, tout un système à renverser

Le scandaleux salaire annuel de Carlos Tavares, directeur du groupe Stellantis, a choqué. 36,5 millions d'euros, c'est 100 000 euros pour chacun des 365 jours de l'année. Un travailleur au smic mettrait plus de 1500 ans pour gagner une telle somme. Ce décalage est ahurissant mais il est à l'image du fonctionnement de la société.

Si ce salaire est astronomique, que dire de la somme de 6,6 milliards d'euros qui a été versée aux actionnaires de Stellantis? C'est la raison pour laquelle ils ont voté avec enthousiasme cette rétribution à Tavares. Il a considérablement accru la rentabilité de leur groupe, en supprimant des dizaines de milliers d'emplois, en fermant de nombreuses usines en France, en Europe et en Amérique.

C'est au point que le groupe, avec plus de 18 milliards d'euros de profit, réalise le deuxième meilleur résultat du CAC 40, juste derrière le pétrolier TotalEnergies, mais devant le groupe de luxe LVMH de Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde. Quand les capitalistes ont un si bon serviteur, ils le récompensent!

C'est ce système-là que soutiennent les dirigeants comme Macron, Le Pen, jusqu'à ceux de la gauche de gouvernement. Ils sont convaincus que le capitalisme est le meilleur des systèmes possibles et sont acquis à la bourgeoisie. Le Premier ministre, Gabriel Attal, a fait mine de s'indigner mais, à part dire que cette rémunération était «*démesurée, stratosphérique, choquante aux yeux de certains*», qu'a-t-il proposé? Quant à Le Pen et Bardella, ils n'avaient rien à déclarer.

Le fait est que la classe capitaliste accapare les richesses. Et pour quelle raison? Le «*mérite*» et le «*travail*», pour reprendre les expressions du gouvernement qui n'a que ces mots à la bouche, n'ont rien à voir avec cela. Cette classe n'est même plus aux commandes de ses propres affaires. Elle paye des Tavares pour les prendre en charge à sa place.

La seule classe créatrice de la société est celle des travailleurs. Toute la richesse produite vient de l'activité collective des ouvriers, des employés et des ingénieurs, ceux des entreprises des secteurs industriels, agricoles, de la restauration, du ménage, etc. La société repose aussi sur ceux dont le travail ne crée peut-être pas directement des

richesses mais dont le métier est vital, comme les soignants, les enseignants, les cheminots.

Mais, au nom de la propriété privée des moyens de production, les capitalistes sont les maîtres du profit et détiennent le pouvoir de décision absolu dans leurs entreprises, qui représentent une part énorme de l'économie. Cette position leur donne une autorité sur toutes les petites entreprises qui les entourent et une puissance économique telle que l'État, lui-même, est à leur botte.

Nombre de très hauts fonctionnaires ont travaillé dans leurs entreprises. Quant aux responsables politiques, s'ils sont élus par la population, la classe capitaliste les considère comme son personnel politique. Chirac a fini sa vie dans un

luxueux hôtel particulier parisien du milliardaire François Pinault. C'est anecdotique mais révélateur de ces rapports entre la bourgeoisie et les représentants de l'État.

La bourgeoisie peut aussi compter sur des policiers, des juges, sur tout un appareil de répression. Ce rôle fondamental de l'État, dissimulé en période de calme social, ressort dès qu'il y a des révoltes. Ne serait-ce que parce que, lorsque des ouvriers se battent pour leur salaire, comme ceux de Vertbaudet en 2023, ils trouvent en face d'eux la justice et les CRS.

Demain, les dirigeants politiques nous transformeront peut-être en soldats des guerres qu'ils préparent. Les plus jeunes d'entre nous passeront sous les ordres d'officiers

et de généraux. Ceux-ci nous diront que c'est pour défendre la patrie ou la liberté, mais ce sera encore pour le compte de la bourgeoisie.

Le langage des politiciens qui gouvernent ou se préparent à le faire est fait pour brouiller les cartes et masquer cette lutte des classes. Ces partis politiques qui semblent s'opposer sont en réalité au service du même camp social, celui de la bourgeoisie.

Ne faisons confiance qu'à notre propre classe, celle des travailleurs. Notre survie collective, pour un emploi et un salaire permettant une vie digne, ne dépendra que de notre combat. Et nous devons avoir comme objectif de renverser ce système capitaliste qui fait de nous des exploités.

Nathalie Arthaud

Tavares, PDG de Stellantis, payé 100 000 euros par jour



Assurance chômage : le gouvernement à l'attaque

Le ministère du Travail a annoncé le 22 avril que les nouvelles attaques contre l'indemnisation des travailleurs au chômage seront appliquées le 1^{er} juillet.

La volonté du gouvernement est d'aggraver la pression mise sur tous les travailleurs par le biais d'une nouvelle dégradation de l'assurance chômage.

Si le détail n'est pas précisé, Attal en a annoncé la couleur en mars. Réduction de la durée d'indemnisation, augmentation du temps de travail nécessaire pour ouvrir des droits, recul de deux ans de l'âge donnant droit à une indemnisation plus longue des chômeurs seniors, baisse de l'indemnisation : les pistes annoncées

constituent une véritable déclaration de guerre. Et il a également dit vouloir multiplier les contrôles, qui sont déjà en hausse.

Parallèlement, France Travail, l'ancien Pôle emploi, a publié le 19 avril une étude pour essayer de prouver que ce sont les chômeurs qui sont responsables de leur sort. Mais en réalité seuls 17% des chômeurs contrôlés ont été sanctionnés en 2023 pour « recherche insuffisante ». Ce qui parfois signifie juste qu'on n'a pas voulu aller à

des réunions ou des forums sans intérêt. Car c'est quand même le patronat qui décide le nombre de postes disponibles sur le marché de l'emploi ! D'après France Travail toujours, six mois après les contrôles effectués en 2022, seuls 17% des chômeurs contrôlés avaient retrouvé un emploi durable, en CDI ou CDD de six mois ou plus. Et pour cause ! Ces attaques interviennent au moment où, par exemple, l'équipementier automobile Forvia a décidé de supprimer 10 000 emplois en Europe. Des coupes à la hache dans les effectifs ont également été annoncées récemment chez ExxonMobil, Bouygues, Nexity, Vinci



QUEST FRANCE

Immobilier, Nokia, Sanofi, pour ne citer que quelques-uns des plus gros groupes.

Patrons et gouvernement savent bien que le maintien des profits ne peut provenir que de l'aggravation de l'exploitation, et non d'une augmentation des ventes, alors que la consommation est

en baisse. Alors, il s'agit de mettre la pression sur les salariés, et d'obliger les chômeurs à accepter des emplois à des conditions dégradées. C'est le seul but que poursuit Attal en rendant encore plus difficile leur parcours du combattant.

Thomas Baumer

Jeunesse : Attal veut la mettre au pas

N'hésitant pas à instrumentaliser l'agression ou la mort de jeunes survenues dans des circonstances différentes, le Premier ministre Gabriel Attal joue les matamores et promet un nouveau tour de vis judiciaire et policier à l'encontre de la jeunesse.

Pour Attal, tout est bon pour occuper le devant de la scène et poser au champion de la répression. Alors, il évoque pêle-mêle l'« impunité zéro », la « comparution (et la sanction) immédiate » par un juge, la fin des « atténuations à l'excuse de minorité » ou encore la possibilité

de « travailler à une mesure de composition pénale sans juge pour les mineurs à partir de 13 ans ». Et tant pis si bien des mesures existent déjà et si d'autres sont irréalistes, voire contre-productives selon les services sociaux. L'important n'est pas la réalité mais l'effet

d'annonce. Comme après la mort de Nahel, le gouvernement de Macron menace les familles des quartiers populaires de supprimer les allocations familiales ou d'autres sanctions en les rendant responsables des difficultés de la jeunesse.

Attal n'a pas de réponse aux problèmes de la population et il ne cherche d'ailleurs pas à en proposer car on ne peut servir en même temps les capitalistes et les travailleurs. Il essaye seulement de concurrencer l'extrême droite sur son terrain pour, comme elle, faire diversion et en tirer un profit électoral. Attal a joué donc l'autoritarisme, bien sûr seulement contre les faibles. Pour cela, c'est toujours le même refrain. Contre le chômage, il faut réprimer les travailleurs avec ou sans emploi ; contre les violences, il faut réprimer les familles et contre le délabrement de l'école, il faut mater les enfants.

Sur l'autre face on ne trouve qu'un pantin servile. Il l'est face aux profits gigantesques des patrons, face à leurs combines, et face à ceux qui licencient et dégradent toute la vie sociale.

Marlène Stanis



Violences et ordre social

Après le tabassage mortel du jeune Shemseddine à Viry-Châtillon, d'autres faits de violence de la part d'adolescents ont marqué l'actualité, comme le meurtre prémédité de Philippe à Grande-Synthe, dans le Nord.

Les représentants du gouvernement, de la droite et du RN se servent de ces faits très graves pour tenter d'obtenir des voix. Quand ils dénoncent la violence des jeunes, des réseaux sociaux, l'islam ou certains parents, ils pensent au profit qu'ils pourraient en tirer pour leur carrière. Aucun d'entre eux ne se préoccupe de la vie des familles des quartiers populaires

qui sont les premières à subir ces violences. Ne serait-ce que parce qu'ils se gardent bien d'y vivre !

On peut accuser les jeux vidéo d'inciter à la violence, mais ils ne sont encore qu'une pâle copie de la violence réelle, celle des guerres dans le monde, de la misère et des famines que tous les tenants du système trouvent inévitable.

En même temps que la violence, à l'échelle

historique et quotidienne, le capitalisme engendre le culte de l'argent, de l'égoïsme, de chacun pour soi, dramatiquement illustrés par la facilité avec laquelle un garçon de 15 ans sort une lame pour « dépouiller » un autre jeune.

Alors, les idées de violence pénètrent aussi nécessairement la jeunesse et c'est avec effarement qu'on peut découvrir combien elle est banalisée chez certains de ses membres. Mais, pour la combattre et empêcher des jeunes d'y céder, ce n'est ni sur les discours des hommes politiques ni sur la prison que l'on peut compter.

Prôner simplement l'amour du prochain comme le font parfois les Églises, ou le « vivre ensemble » comme le font les sociologues républicains ne suffit pas, car cela recouvre une profonde hypocrisie sociale, l'acceptation de l'exploitation et des inégalités de toute sorte. Il faut y opposer la perspective tracée par le mouvement ouvrier révolutionnaire.

La tendance à la violence individuelle est un des produits d'une société pourrie et c'est bien cette société qu'il faut combattre.

T.B.

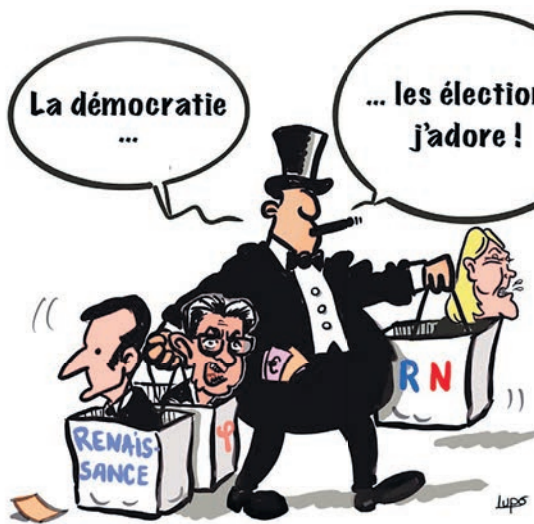


VICTORIA VIENNET

Les candidats de la liste Lutte ouvrière.

Face au Medef et à ceux qui le soutiennent

Le Medef, organisme qui regroupe des dizaines de milliers de patrons et représente les intérêts des plus puissants d'entre eux, avait convoqué le 18 avril les sept candidats aux élections européennes qui ont les faveurs des sondages.



règlements, sauf s'ils protègent les capitalistes européens. L'air est connu : ces gens considèrent que le but suprême de l'espèce humaine est de fabriquer du profit et que la fonction des institutions est de faciliter son arrivée

Ciotti et Macron, on accepte par avance toute demande du patronat. Le PS, LFI et les écologistes contestent éventuellement tel ou tel point du programme du Medef, mais chacun sait que, s'ils reviennent aux affaires, ces partis feront comme toujours là où le grand patronat leur dira de faire.

Bardella, le favori des sondages et Premier ministre putatif de Le Pen, a, quant à lui, un problème particulier : non seulement son parti n'a pas encore pu, à la différence des autres, donner de preuve concrète, c'est-à-dire ministérielle, de son amour pour le patronat, mais il a besoin de faire de la démagogie en direction de l'électorat populaire. Aussi le candidat d'extrême droite a-t-il dû corriger cette image en faisant plus de courbettes devant les entreprises et leurs propriétaires. Il est désormais pour le libre-échange, pour la monnaie européenne, contre toutes les réglementations et pour tout ce que le Medef

réclame. Il ne mentionne pas, en tout cas pas devant les patrons, les questions de salaire ni de retraite. Et il va même plus loin que les demandes du Medef quant aux promesses de diminutions d'impôts des entreprises.

À ces nuances près, les sept candidats sont d'accord sur l'essentiel : la société est faite par et pour les capitalistes et leur pouvoir sur celle-ci n'est pas contestable.

C'est pourtant ce pouvoir qui mène le monde à la catastrophe, économique, sociale, environnementale et, de plus en plus, guerrière. C'est donc bien à ce pouvoir qu'il faut s'en prendre pour le détruire. Cela, seule la classe ouvrière sera capable de le faire et seul le vote pour la liste Lutte ouvrière permettra de l'affirmer, le 9 juin.

Paul Galois

Quelques jours auparavant, l'organisme patronal avait fait connaître son menu pour le futur Parlement européen : d'avantage de subventions aux entreprises et de facilités pour les affaires, moins de

dans leurs poches, à eux, bourgeois de France et de Navarre.

Les sept têtes de liste se sont volontiers pliées à l'exercice, suivant leur tradition politique. Dans les partis de Zemmour, Le Pen,

jamais été révisés. Bien que les machines soient souvent en panne, les chefs sont toujours sur notre dos pour qu'on en fasse toujours plus. C'est comme cela dans toutes les usines du groupe et c'est ainsi que Michelin a augmenté ses profits de 45 % au premier semestre 2023, alors qu'il y a un an, le patron voulait rogner 1 200 euros sur la prime d'intéressement.

Quand j'entends le gouvernement dire qu'il faut qu'on s'unisse derrière lui, ça me révolte. On ne va quand même pas se mettre derrière un gouvernement et un grand patronat qui nous attaquent sans arrêt et qui n'en ont rien à



faire de nos vies. Ce qu'il faut, c'est que les travailleurs s'unissent entre eux, avec leur propre parti et leur propre politique pour défendre leurs intérêts et changer la société.

Éric Bellet, ouvrier à Michelin, Bourges

Candidat sur la liste Lutte ouvrière, j'habite dans le Cher, je suis ouvrier à Michelin où je fabrique des pneus avion depuis vingt-huit ans. Je travaille en équipes, essentiellement en 3x8, avec le travail de nuit qui nous bousille la santé. Je n'étais pas loin de la retraite mais avec la nouvelle réforme, je vais travailler presque trois ans de plus et toucherai moins de 1 300 euros par mois.

À l'usine, les machines sont vétustes et dangereuses. Récemment, deux camarades se sont retrouvés aux Urgences après avoir pris une décharge électrique en utilisant des palans de levage qui n'avaient

Meeting



avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

qui conduisent la liste Lutte ouvrière aux européennes

Vendredi 26 avril, à 20 heures

**Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e**

Métro Maubert-Mutualité - Entrée libre

Sur notre site Internet

Dans la rubrique Élections européennes, nos lecteurs trouveront :

- Une présentation de notre liste et de nos candidats
- Un agenda des réunions publiques dans tout le pays
- Notre matériel de campagne (dépliant, affiches...)
- Un formulaire de mise en relation en vue d'une procuration

Procès en terrorisme : intimidation et répression

Coup sur coup, plusieurs militants syndicaux ou politiques ont été convoqués par la police, traînés devant les tribunaux et même condamnés pour « apologie du terrorisme », pour avoir simplement dénoncé la responsabilité d'Israël dans la violence que subissent les Palestiniens.

Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'Union départementale CGT du Nord, vient d'être condamné à un an de prison avec sursis et 5000 euros d'amende par le tribunal de Lille. Relâché de l'accusation d'« incitation à la haine », il a été condamné pour avoir rappelé dans un tract, au lendemain de l'attaque du 7 octobre par le Hamas, la responsabilité de l'État d'Israël dans l'oppression des Palestiniens et l'enchaînement de violence à Gaza. Le 20 octobre, il avait été arrêté brutalement à son domicile et placé en garde à vue.

Rima Hassan, candidate franco-palestinienne sur la liste LFI pour les élections européennes, est également convoquée par la police, le

30 avril, pour apologie du terrorisme. Elle est accusée de n'avoir pas suffisamment pris de distance avec le Hamas dans ses interventions où elle dénonçait les exactions de l'armée israélienne. Le 18 avril, une conférence de Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan sur la Palestine a été interdite par le préfet du Nord sous le prétexte fallacieux que la sécurité des participants n'y aurait pas été assurée. D'autres militants ou personnalités politiques, de LFI, comme la présidente de son groupe à l'Assemblée, Mathilde Panot, du NPA ou de Révolution permanente sont convoqués, suite à des plaintes déposées systématiquement par des organisations sionistes comme

l'association Jeunesse française juive.

Que des associations pro-israéliennes attaquent leurs adversaires politiques n'a rien d'étonnant. Mais, quand des procureurs de la République font le choix de donner suite à ces plaintes, quand des juges, comme celui de Lille, décident de condamner des militants syndicaux, quand des préfets interdisent des réunions ou des manifestations de soutien aux Palestiniens, cela devient une atteinte à la liberté d'expression, une tentative de faire taire ceux qui contestent le soutien de la France au terrorisme d'État d'Israël et dénoncent le massacre à Gaza. Macron peut bien déclarer, comme il l'a fait en toute hypocrisie après l'interdiction de la conférence lilloise de Mélenchon, qu'il est pour laisser ses adversaires s'exprimer, il sait pouvoir compter sur des préfets, des juges et des policiers pour museler les voix discordantes.

Cette répression inacceptable s'inscrit dans la campagne médiatique visant à justifier le soutien aux dirigeants israéliens et à présenter tous ceux qui les critiquent comme des défenseurs des dictateurs et du terrorisme. Elle est destinée à intimider toute la population pour la pousser à marcher au pas derrière la politique du gouvernement. Il faut refuser cette intimidation.

Xavier Lachau



CAPTURE CALAIS LA SOCIALE

Logement social : comment cacher la misère

Fort de sa loi antisquatteurs, le ministre délégué au Logement, Guillaume Kasbarian, va présenter d'ici peu un projet de loi, notamment contre le « logement à vie », censé régler le problème des 2,6 millions de ménages de travailleurs en attente d'un logement social.



LP MARINE LEGRAND

Montrés du doigt, les « profiteurs » seraient les occupants qui dépassent les plafonds de ressources et s'incrusteront dans leur HLM, empêchant les demandeurs d'y avoir accès. Encore une fois, ce gouvernement antiouvrier, loin de vouloir corriger les défaillances du système, s'attaque aux travailleurs qui en sont victimes. Après les chômeurs, les parents, ce sont les locataires des logements sociaux qui sont dans la cible, désignés comme responsables de la dégradation de la situation du logement.

En réalité, les organismes bailleurs exercent eux-mêmes un contrôle annuel et appliquent des surloyers lorsque les locataires dépassent de 20 % les plafonds de ressources. D'après leurs fédérations, 3 % seulement de ceux-ci les dépasseraient de 150 %, leur relogement étant alors programmé dans un parc intermédiaire. Alors que plus d'un tiers des habitants des HLM sont sous le seuil de pauvreté, le mythe du « logement à vie » agité par Kasbarian n'est qu'un « effet d'esthète », comme le dit à juste titre une ancienne ministre, pour mieux dissimuler le caractère réactionnaire du nouveau projet de loi.

Dans la même veine qu'Attal prétendant « prendre des mesures fortes pour inciter à construire davantage », ce projet permettrait aux maires de communes riches ayant un déficit de logements sociaux

d'intégrer dans leur quota les logements à loyers intermédiaires (les LLI), deux fois plus chers au m², alors que ce sont justement les logements très sociaux (PLAI) qui sont demandés par 70 % des ménages en attente.

Autre macroniste se mêlant du logement des travailleurs, le député Amiel voit comme solution aux sous-effectifs dans les services publics de donner la priorité aux fonctionnaires de « première ligne », que sont selon lui les infirmières, les enseignants... et les policiers qui trouvent difficilement un logement proche de leur lieu de travail. Au lieu de proposer d'augmenter les rémunérations à un niveau qui leur permette de se loger, Amiel et ses inspireurs ne proposent que de pousser à la rue d'autres travailleurs !

Le pompon revient encore une fois à Jordan Bardella qui, loin de proposer de construire ou réhabiliter d'urgence les 500 000 logements qui manquent au bas mot, suggère de vérifier la « carte d'identité française » des demandeurs. Sans crainte du ridicule, il a même inventé le concept imbécile de « préférence étrangère » qu'il accuse des municipalités de gauche d'appliquer sur leur territoire... À croire que les bailleurs des cités de Marseille-Nord ou de Grigny-la Grande Borne y accueilleraient de nombreux milliardaires américains ou émirs du Golfe.

Viviane Lafont

Cotisations patronales : des allègements par milliards

Le montant total des allègements de cotisations sociales « employeurs » a été évalué à 73,7 milliards d'euros pour l'année 2022 par le dernier rapport national de l'Urssaf. C'est une hausse de 13,1 % par rapport à l'année 2021.

Ce montant était de 19,5 milliards en 2004 et les allègements ont donc plus que triplé en vingt ans : un véritable pillage des ressources de la Sécurité sociale. L'autre conséquence est que ces allègements entretiennent les embauches au smic, les

patrons voulant continuer de moins payer.

Ces 73,6 milliards sont à rapprocher des 60,3 milliards que l'État reverse à la Sécurité sociale pour 2024 afin de compenser les exonérations. L'État paie ces milliards avec l'argent que rapporte la TVA sur

les produits de consommation, l'impôt le plus important et le plus injuste versé par toute la population y compris les smicards, ceux qui touchent le RSA et les SDF !

Ce qui est puisé dans les revenus les plus bas et dans la protection sociale va ainsi se déverser sur le patronat ! Le système est une pompe aspirante qui alimente ses profits.

Martine Anselme

L'hôpital et la santé: **malades du profit**

Le rapport annuel sur l'activité libérale dans les hôpitaux de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) montre que, en 2022, celle-ci (actes et consultations médicales) est en hausse de 15 % quand les revenus qu'en tirent les médecins augmentent de 25 %.



Par activité libérale on entend la possibilité d'exercer en secteur privé à l'hôpital public en pratiquant des tarifs plus élevés, les dépassements d'honoraires. En pratique, pour qui peut payer, ce sont des

rendez-vous plus rapides dans une médecine clairement à deux vitesses. Ces hausses de revenus sont d'autant plus significatives que, dans le même temps, l'activité hospitalière publique recule de 2 %.

La mise en place du secteur privé dans les années 1960 visait à retenir à l'hôpital public des médecins qui pouvaient être attirés par les sirènes financières d'un secteur privé bien plus rémunérateur. Aujourd'hui, le nombre de médecins en activité libérale à l'hôpital public reste faible: ils sont 5,6% des médecins dans les 38 hôpitaux franciliens de l'AP-HP mais 19,1 % chez les professeurs de médecine et les praticiens hospitaliers, c'est-à-dire les sommets de la hiérarchie hospitalière. Comme le fait remarquer le cardiologue Milleron de l'hôpital Bichat de Paris, l'augmentation de 25 % des revenus de ces médecins amène à se demander si tous respectent bien le «tact et la mesure» que la loi leur demande dans la fixation de leurs tarifs.

Mais, au-delà de l'hôpital public et de son secteur privé, cette évolution reflète le délabrement de l'offre de santé lié aux politiques d'austérité menées

depuis des dizaines d'années. Aujourd'hui, le nombre de médecins est insuffisant, les déserts médicaux sont une généralité, la prise de certains rendez-vous relève de l'exploit, les Urgences sont au bord de l'asphyxie, etc. Pendant ce temps, on voit se développer un secteur privé florissant, avec l'ouverture de cliniques privées, de centres de soins dentaires ou ophtalmologiques, sans oublier les Ehpad, ce nouvel «or gris». Quand le public

ne répond plus aux besoins accrus de la population, le privé propose ses services sonnants et trebuchants et gagne les nouveaux patients qui peuvent payer.

Mettre fin à cette «financiarisation de la santé» implique une autre politique, des moyens humains et financiers au service du public et de rompre avec cette logique du profit qui gangrène toute la société, à commencer par la santé qui devrait être accessible à tous.

Cédric Duval

Cliniques privées: **grève patronale annoncée**

Après l'annonce du gouvernement d'augmenter les prix payés par la Sécurité sociale de 0,3 % en moyenne dans les cliniques privées à but lucratif contre 4,3 % dans les hôpitaux publics, la Fédération hospitalière privée (FHP), porte-parole des groupes privés de la santé, a lancé un appel à une grève à partir du 3 juin dans les 1 000 établissements concernés.

La FHP affirme que ces augmentations limitées vont mettre en péril plus de la moitié des établissements. Elle soutient que le secteur privé permet l'accès aux soins de toute une partie de la population, y compris des usagers aux minima sociaux. Si les cliniques privées représentent aujourd'hui 35 % de l'activité hospitalière du pays et jouent parfois le rôle d'hôpital de proximité, c'est parce que les gouvernements successifs, en même temps qu'ils plaçaient l'ensemble des hôpitaux sous la coupe de la finance, ont organisé la fermeture d'hôpitaux publics.

Ces cliniques privées assurent en effet une multitude de soins ou de services d'imagerie médicale, activités souvent les plus lucratives et impliquant un temps d'hospitalisation

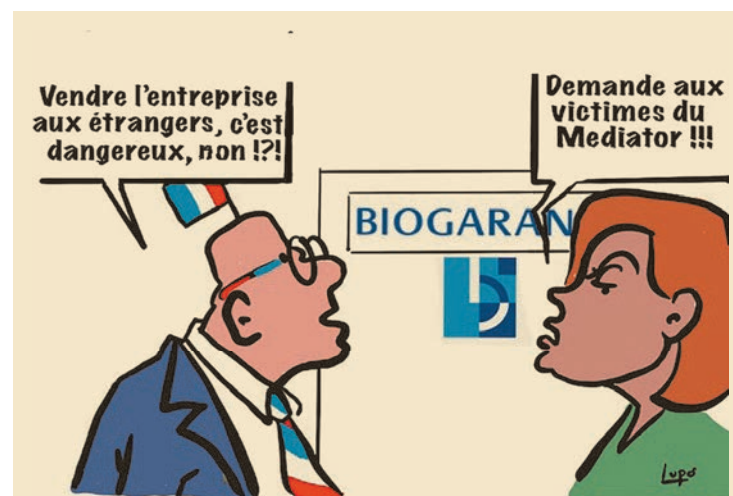
réduit. Mais elles ont laissé aux hôpitaux publics le traitement des pathologies les plus lourdes et les séjours les plus longs. D'ailleurs, si les hausses moyennes des tarifs sont différentes entre les deux secteurs, ce n'est pas parce que le gouvernement veut favoriser les hôpitaux publics. C'est parce que, sur fond d'économies générales, il n'a revalorisé, de façon insuffisante et en restant en dessous de l'inflation, que les activités les plus lourdes: greffes, soins palliatifs ou hospitalisations complètes.

S'il existe des cliniques indépendantes, le secteur privé que défend avant tout la FHP est aux mains des groupes capitalistes comme Ramsay Santé, Elsan ou encore Vivalto, qui détiennent 300 cliniques en France et emploient 50 000 salariés.

Ces mastodontes réalisent plusieurs centaines de millions d'euros de profits par an et rachètent des cliniques dans toute l'Europe. Ils bénéficient de 18% des financements publics et profitent des subventions exceptionnelles comme l'enveloppe de 500 millions d'euros versée aux hôpitaux en début d'année pour soulager leur trésorerie. Pour ces groupes, si «la santé n'a pas de prix», elle est source de profit.

Avec beaucoup de cynisme, les patrons de ces groupes invoquent les intérêts de la population et même ceux de leurs salariés pour réclamer des hausses de tarification. Pourtant, si les travailleurs des cliniques vont se voir imposer des jours de congés pendant la «grève patronale» annoncée pour juin, ils ne verront la couleur des revalorisations de tarifs, ni dans leurs salaires, ni dans leurs conditions de travail. D'ailleurs, les nouvelles tarifications sont le prétexte déjà trouvé pour Ramsay et compagnie pour ne pas augmenter les salaires.

Correspondant LO



Vente de Biogaran: **pour soigner Servier**

Le laboratoire pharmaceutique Servier parle de vendre sa filiale Biogaran, un laboratoire spécialisé dans la fabrication de médicaments génériques. C'est aussi un chantage à l'État pour qu'il ouvre sa bourse.

Servier pleure sur la faiblesse du prix des médicaments génériques et donc sur le manque de rentabilité de la production par sa filiale Biogaran, d'où l'annonce de sa vente. Avec le secret des affaires, il faudrait le croire sur parole... Sauf que l'histoire de ce groupe a montré qu'il était producteur de profits bien plus que de médicaments. C'est lui qui a vendu sciemment pendant dix ans le Mediator, responsable de la mort de 2 000 personnes. Alors, les comptes de l'ensemble du groupe devraient être publiés en détail afin de juger de la situation!

Dans ses sanglots, Servier agite le spectre du rachat par des laboratoires indiens de médicaments génériques, dont rien n'assure qu'ils

maintiendraient la production sur le territoire français. Mais qui d'autre qu'un patron bien français s'apprête à vendre à un autre patron? Pleurer sur les délocalisations et vendre en même temps des entreprises qu'on juge non rentables, c'est la splendide hypocrisie de ce groupe. Et c'est aussi un chantage habile face à un État qui présente la souveraineté pharmaceutique comme un rempart aux pénuries de médicaments. L'occasion est peut-être bonne d'obtenir une nouvelle augmentation des prix de vente des médicaments génériques. Belle démonstration que la politique protectionniste de l'État ne sert pas les besoins de la population mais ceux de patrons voulant pomper l'argent public.

Joséphine Sina

Guadeloupe : couvre-feu ou cache-misère ?

Le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, Gérald Darmanin, a passé 24 heures en Guadeloupe, le 17 avril. Une demande du maire écologiste de Pointe-à-Pitre, Harry Durimel, a été l'occasion d'une réponse et d'une annonce choc : du 22 avril au 22 mai un couvre-feu sera instauré à partir de 20 heures pour les mineurs, à Pointe-à-Pitre et, partiellement, dans la commune des Abymes.

FRANCE ANTILLES



Le maire des Abymes, Éric Jalton, proche de la gauche socialiste, s'est prononcé contre cette mesure mais le préfet de Guadeloupe, Xavier Lefort, est passé outre et l'a imposée.

La criminalité est certes en augmentation à Pointe-à-Pitre et aux Abymes comme partout aux

Antilles-Guyane, en Caraïbe, dans l'Hexagone et dans le monde. Le couvre-feu n'y changera rien. Le fait est que, quand tout se dégrade à grande vitesse, les services publics, les salaires, l'emploi (18% de chômage) et notamment l'emploi des jeunes (27% de chômage), cela touche toute la vie sociale

et la criminalité augmente. Les vols, mais aussi les bagarres sanglantes, parfois au sein d'une même famille ou entre bandes à cause de l'alcool, de la drogue ou autres, sont plus nombreux chaque année.

En Guadeloupe et en Martinique, une richesse insolente s'affiche à côté d'une grande misère. C'est encore plus visible dans de petits territoires. Des voitures de luxe à 50000 euros ou plus, des villas cossues avec piscine dans des quartiers spéciaux, des yachts dans les marinas, tous ces signes extérieurs de richesse ou de bien-être côtoient la misère de la majorité de la population laborieuse. Celle-ci se débat comme elle peut avec la vie de plus en plus chère et toutes ces inégalités entraînent ressentiment et colère chez beaucoup, et particulièrement chez les jeunes.

Le couvre-feu n'est qu'un cache-sexe, destiné à masquer la responsabilité dans la dégradation générale de la vie sociale d'un État au service exclusif des classes dominantes.

Pierre Jean-Christophe

Écoles de Seine-Saint-Denis : toujours mobilisés à la rentrée

Après de nombreuses journées de grève ou de mobilisation suivies dans les écoles, collèges et lycées de Seine-Saint-Denis avant les vacances scolaires de printemps, les syndicats appelaient lundi 22 avril à ne pas travailler dans le département en ce jour de rentrée.

Les enseignants, personnels de vie scolaire, et les parents contestent depuis des semaines le manque de moyens criant, tant en personnel qu'en budget. Ils dénoncent aussi la réforme prévue par le gouvernement appelée « choc des savoirs », qui vise, entre autres, à trier les élèves selon leur niveau en classes de 6^e et 5^e.

Lundi 22 avril, la grève était suivie, même si c'était de façon minoritaire, dans nombre d'établissements, tant la contestation de la politique du gouvernement parle à tout le monde. Une manifestation de quelques centaines de personnes est venue secouer la tranquillité du quartier du Trocadéro à Paris, dans l'après-midi.

De nombreux parents, dans le département et ailleurs, savent ce que veut dire pour leurs enfants l'absence

d'AESH, l'absence et le manque d'infirmières, les bâties dégradées, le manque de remplaçants, mais aussi le tri social qu'entretient l'école et qui sera encore aggravé par le prétendu choc des savoirs.

Toutes les annonces du gouvernement tendent aujourd'hui vers le pire. Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation, a affirmé qu'il n'y aurait pas de moyens supplémentaires et que les coupes budgétaires à l'échelle nationale restent d'actualité. Quant à Attal, il joue sur la corde démagogique de la morale et d'un « rétablissement de l'autorité » à l'école, comme si les problèmes venaient des familles et des enfants. Les grévistes le disent et le redisent, ceux qu'ils mettent en accusation sont bien ceux qui dirigent.

Cécile Seyrig

Chaussée endommagée : l'incurie de l'État

La découverte d'une importante fissure sur la chaussée a entraîné vendredi 19 avril la fermeture de l'autoroute A13 qui relie Paris à Rouen.

Des milliers d'automobilistes ont été englués dans d'interminables embouteillages alors qu'ils partaient en week-end ou revenaient du travail.

Cette fissure profonde de 80 cm est due à la cassure d'une canalisation passant quatre mètres sous la chaussée, elle-même causée par le déplacement d'un mur de soutènement. Cet incident est révélateur d'un état des routes qui s'aggrave depuis des années, faute de surveillance et d'entretien. Cela est vrai du réseau autoroutier, y compris des portions gérées par l'État comme le secteur où s'est déclarée la fissure, mais aussi des 380 000 km administrés par les départements et des 700 000 km qui

sont à la charge des communes. Depuis les lois de décentralisation de 1978, l'État s'est en effet déchargé sur ces collectivités locales de l'entretien de l'essentiel du réseau routier sans pour autant leur en donner les moyens. Nids de poules, déformations de chaussées ou fissures sont donc la règle, agrémentés ou non de panneaux du genre « trous en formation ». Cette dégradation continue est une cause majeure d'accidents.

Mais, qu'il s'agisse de son propre domaine ou du réseau des collectivités locales, c'est bien l'État qui est chargé « de la cohérence et de l'efficacité de l'ensemble du réseau routier », comme le rappelait un rapport de la

Cour des comptes publié en 2022. Ce même rapport soulignait le fait que, en vingt ans « les effectifs du réseau scientifique et technique de l'État, chargé de l'expertise et de la recherche en aménagement et développement durable, ont été divisés par deux ». Fait significatif de l'insouciance de l'État en la matière, après l'effondrement du viaduc de Gênes, en Italie, en août 2018, un rapport sur les ponts avait été commandé à la hâte. Les services de l'État s'étaient alors déclarés incapables d'en estimer vraiment le nombre.

Il en va des routes comme des hôpitaux ou des écoles. Les sommes qui auraient pu servir à leur entretien prennent une déviation qui mène vers les trusts capitalistes.

Daniel Mescla



ACTU78

Pécresse : ne pas fâcher les capitalistes

Suite à la fermeture de l'autoroute A13 qui dessert la banlieue Ouest de Paris, Valérie Pécresse, la présidente de l'Île-de-France, a demandé à l'État de prendre en charge la gratuité de l'A14 qui permet de relier la partie encore accessible de l'A13 à Paris à partir de Poissy.

La gratuité de l'A14 s'impose en effet, mais cette ardente défenseuse de la réduction des dépenses de l'État s'arrête

ainsi au pas de la porte des capitalistes quand il aurait été si simple de demander que la Sanef, filiale du groupe espagnol Abertis et concessionnaire de cette autoroute la plus chère de France, prenne en charge elle-même cette gratuité. Mais pourquoi l'empêcher d'augmenter ses profits grâce au passage forcé de dizaines de milliers d'usagers supplémentaires par jour ?

D. M.



La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai



PHOTOS LO

Meetings

avec **Nathalie Arthaud**
et **Jean-Pierre Mercier**

qui conduisent la liste Lutte ouvrière aux Européennes

dimanche et lundi à 15 heures



Au Carrousel de la Connaissance

Le plastique: succès et monstruosité du capitalisme

Les matières plastiques sont partout! Il y a un siècle, elles n'étaient quasiment nulle part. Entre temps, des produits aux propriétés les plus diverses ont été créés, depuis les matériaux de construction les plus solides jusqu'aux appareils médicaux les plus sophistiqués. Mais le prix est aussi celui

d'une catastrophe annoncée.

Pourquoi une belle invention peut-elle se transformer en une arme de destruction massive? Pourquoi la simple soif du profit menace toute la société? L'histoire des plastiques est aussi un peu une histoire du capitalisme...

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

La Cité des Arts

Spectacles-conférences, ateliers pour aborder les techniques artistiques, initiation à la danse moderne, au dessin et à la peinture sur toile, au chant, au modelage ou à la sculpture sur pierre...



La grande (et la petite) histoire du clown – Pourquoi l'opéra n'a rien à envier au cinéma? – Le romantisme allemand en musique – L'art, les artistes et la Révolution russe – Un siècle de cinéma, les petits secrets d'un grand art – Le vitrail au Moyen Âge – «L'agneau mystique», de Van Eyck, une œuvre révolutionnaire – Dessiner pour déchiffrer le sens des images – «C'est abstrait, ça ne ressemble à rien» – Nous avons les moyens de vous faire chanter (technique vocale).

Forums et débats

Notre fête est un rassemblement de militants révolutionnaires, notamment représentant des groupes qui, dans d'autres pays, se réclament comme nous de l'UCI, l'Union Communiste Internationaliste. Ils ne seront pas les seuls puisque plusieurs dizaines d'autres groupes politiques de France et d'ailleurs y tiennent également un stand. Les convictions politiques peuvent être différentes, mais la fête est justement l'occasion d'en débattre et de confronter les idées. C'est vital.



Les spectacles

Au Grand Podium

- **Leo Seeger**, rockpop et folk
- **Alee & Mourad Musset (de la Rue Ketanou)**, chanson française et hip-hop
- **El Gato Negro**, voyage de l'Amérique latine à l'Afrique de l'Ouest
- **Luiza**, électropop tropicale
- **Les Amazones d'Afrique** groupe de chanteuses africaines

- **Gil Aniorte & AfroRumbaClub**, musiques du monde
- **Kolia**, concert festif Ska Reggae
- **La Compagnie Jolie Môme**, À contre-courant, chansons de luttes
- **The Moonlight Swampers**, reprises pop rock

Au Théâtre de Verdure

- **La Belle Hélène**, opéra bouffe par la troupe des Moyens du Bord
- **45 Tours**, rock français
- **La situation des classes laborieuses en Angleterre**, lecture du texte d'Engels par Geoffroy Guerrier
- **Sophie Les Bas Bleus**, chanson rock, populaire et engagée
- **Arnaud Dupont**, piano classique

- **Le Cabaret Lip**, par la Compagnie l'Occasion
- **Borigene**, blues
- **Jean-Philippe Apron**, chant et guitare
- **Voyage d'un Arlequin Contemporain**, par Valerio Zaina
- **Matthieu Bore Trio**, jazz
- **D'autres Lignes**
- **Certaines n'avaient jamais vu la mer**, Sandrine Briard et Béatrice Vincent, d'après le roman de Julie Otsuka.
- **Booze & Riots**, musique irlandaise
- **Blues Non Stop**, reprises blues



KAREN PAULINA BISWELL

Le Préhisto-Parc

Conférences-débats

Avec des archéologues et des préhistoriens

- **Olivier Blin**: les cuissons céramiques
- **Philippe Lorquet**: le fer, des étoiles au haut-fourneau
- **Jean-Luc Desruisseaux**: les outils en pierre
- **Vincent Mourre**: le traitement des morts à la préhistoire
- **Valérie Delattre**: la place des enfants dans les sociétés du passé
- **Anne Hauzeur**: la fouille du cimetière du Vigneau



Conférences-spectacles

Le four à céramique – le bas-fourneau – la taille du silex

Ateliers

Les céramiques – le tour de potier – graver le grès – initiation au tissage – l'art du feu – les fouilles archéologiques



La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai



Débats aux chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

Avec nos invités

Fabien Archambault, pour son livre *Les légendes du siècle, une histoire des JO en douze médailles*

Michèle Audin, sur le livre *Autour de la France (1844)*, de Flora Tristan

William Blanc, sur le livre *Les nouvelles de nulle part*, de William Morris

Marek Corbel, pour son livre *Les gravats de la rade*

Alizée Delpierre, pour ses livres *Les Domesticités* et *Servir les riches*

Marie-Laure Dufresne Castets & Pascal Mousy, la santé et la sécurité au travail

Robert Hirsch, Henri Le Dem & François Prenau, sur leur livre *Résistance antinazie, ouvrière et*

internationaliste – de Nantes à Brest, les trotskystes dans la guerre (1939-1945)

Nicolas Norrito, éditeur: B. Traven, un romancier révolutionnaire

Renaud Piarroux: des épidémies qui firent de l'Europe une puissance mondiale

Grégory Salle, sur son livre, *Super-yachts : luxe, calme et écocide*

Avec nos camarades

Arlette Laguiller: il y a 50 ans, la grève du Crédit lyonnais

OTR: Haïti, comment l'impérialisme a fait de la « perle des Antilles » les égouts gangstérisés de la Caraïbe

The Spark: la grève de l'automobile de l'automne 2023 aux États-Unis

Christiane Hauchère, pour son témoignage: *Une vie de militante à Orléans et au Chèques Postaux-La Source*

• Le coût du capitalisme au travail • Accidents, décès, et maladies professionnelles • Les industriels de l'armement et la mise sur pied d'une « économie de guerre » • Véhicules électriques: guerre entre capitalistes avec la peau des travailleurs • Transport aérien, des capitalistes de très haut vol • L'amiante, ses ravages, de l'usine à l'école

Autour de parutions de livres: *La route de la liberté*, de Howard Fast • *L'origine de la famille, de la propriété et de l'État*, de Friedrich Engels • *Les cahiers de Verkhnéou-ralsk* (tome 2), le combat des trotskystes en URSS

Les librairies

Dans toutes la fête, des librairies permettront de satisfaire l'envie de lire de tous.



- **La librairie du château**: large choix, essentiellement en poche, de romans, de témoignages, de livres historiques et politiques.
- **La cité du roman**: large sélection de romans et de témoignages, regroupés par pays.
- **La librairie des sciences**
- **Sous les pavés, les pages**: livres d'occasion.
- **Toutes les publications de Lutte ouvrière**, à la cité politique

Et aussi

- **Les cinémas**
- **L'Arboretum**
- **Les bals**
- **Le village médiéval**
- **Les animations**
- **L'accrobranche**
- **Le feu d'artifice**
- **Les expositions**

Cité des sciences

Les miniconférences et les ateliers: pour tous les goûts, pour toutes les curiosités, exposés avec projections et démonstrations, ateliers pour mettre la main à la pâte.

• Énergie et réchauffement de la planète • Féminin-masculin • Tous cousins, une seule humanité • Internet: ordinateurs de tous les pays, unissez-vous • Intelligence artificielle, les machines peuvent-elles penser? • L'influence des mathématiques

arabes sur les mathématiques européennes • Grands nombres et infini(s) • Si les singes ne parlent pas, est-ce parce qu'ils n'ont rien à raconter? • La tuberculose, une histoire toujours d'actualité • Les virus sont (aussi) nos amis • Qu'est-ce qui rend un son musical? • Covid et réanimation • Statistiques et tests des médicaments • Le cerveau et la pensée • La mécanique quantique, kézako? • Décrypter une écriture inconnue • Les neurones de la lecture



• Écriture cunéiforme • Ici on fait parler les pierres • Comment faire flotter ce qui coule, et inversement? • Découvrez le chou rouge sous toutes ses couleurs • Le braille: un point de vue • S'emmêle-t-on en faisant des nœuds?

Pour les enfants, tout est prévu



• **Les jeux**, avec des dizaines de jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence. Des classiques jeux de kermesse aux parties d'échecs en simultané.

Sans compter le cirque Ühler, le Petit Train, le feu d'artifice et les spectacles dans les allées.

• **La Carte des jeux**, gratuite, donne accès à de nombreux jeux.

• **La Cité des jeunes**, réservée aux enfants, avec une belle aire de pelouse et de sous-bois. De nombreuses activités leur sont offertes: maquillage, jeux, dessins animés, conteur, bal costumé... sous la surveillance d'adultes qualifiés. Attention, il s'avère parfois difficile de les convaincre d'en sortir.

• **La garderie**, pour les bébés de plus de trois mois.

En pratique

La fête est ouverte samedi 18 mai de 11 h à 23 h, puis sans interruption du dimanche 19 mai 9 h au lundi 20 mai 20 h.

Carte d'entrée pour les trois jours: en prévente, jusqu'au mercredi 15 mai, 20 euros. À partir du 16 mai et à l'entrée, 25 euros

Pour les jeunes de plus de 15 ans, la carte est éligible au Pass culture. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

On peut profiter de 20% de réduction sur les dépenses à la fête en se procurant les bons d'achat: payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la fête.

Cartes et bons peuvent être achetés auprès de nos militants, ou sur le site de la fête.

Pour venir

En train: nous recommandons ce moyen de transport (gare de Presles-Courcelles, ligne H, à 900 m de la fête). Environ un train toutes les heures aller et retour. Durée du trajet: 38 min. Pour les horaires précis, consulter les sites de transport: transilien.com, IDF Mobilités. Un minibus fait la navette de la gare de Presles à l'entrée de la Fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).

Autocars gratuits: entre la sortie du métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la fête. Durée du trajet: 45 à 60 min (voir les horaires sur le site de la Fête).

En voiture: Attention! Il est difficile de stationner dans le village de Presles. Merci de respecter toutes les signalisations et d'utiliser les parkings réservés; et de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage.

En vélo: suivre la signalisation vers le parking spécial.

Depuis les autres régions: Des départs collectifs, en car ou en train, sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignements auprès de nos camarades locaux.

Renseignements pratiques, billetterie et programme:
fete.lutte-ouvriere.org

Iran-Israël : des provocations au risque d'escalade

L'armée israélienne a lancé le 19 avril des missiles contre une base aérienne près d'Ispahan en Iran. C'était sa réponse à l'envoi de quelque 300 drones et roquettes iraniens, détruits par le « dôme de fer » israélien, eux-mêmes envoyés en représailles après la destruction du consulat iranien en Syrie.

Depuis la provocation israélienne qu'a constitué l'assassinat, le 1^{er} avril à Damas, de onze ressortissants iraniens dont plusieurs hauts gradés des pasdarans, l'Iran et Israël jouent une partie de poker menteur qui menace de se transformer à tout moment en une guerre ouverte entre les deux pays et de provoquer l'embrassement du Moyen-Orient.

La responsabilité immédiate incombe à Netanyahu, ses ministres et ses généraux, qui ont délibérément provoqué l'Iran le 1^{er} avril en visant son consulat. Ils savaient que l'Iran, qu'ils accusent de soutenir le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban, les Houthis au Yémen, serait contraint de répliquer à la provocation, alors même que, depuis l'invasion israélienne à Gaza, les dirigeants iraniens font preuve d'une grande retenue. Même l'envoi spectaculaire de 300 engins iraniens contre Israël, précédé par

des avertissements envoyés par divers canaux diplomatiques, avait été calibré pour minimiser les dégâts.

Mais cette attaque, enrayée par la défense israélienne et ses alliés, y compris la Jordanie, a fourni l'occasion aux dirigeants occidentaux, américains en tête, de réaffirmer leur soutien sans faille à Israël. Alors qu'il était critiqué pour les massacres de civils à Gaza, alors que les États-Unis avaient fini par voter une résolution de l'ONU appelant à un cessez-le feu, Netanyahu a réactivé sciemment la menace iranienne. Pendant que le monde retient son souffle face à un risque d'escalade au Moyen-Orient, l'armée israélienne peut poursuivre la guerre à Gaza et les colons multiplier leurs exactions en Cisjordanie.

Biden a soutenu Netanyahu sans délai et sans modération. Malgré leurs timides prises de distance face à l'impasse de la politique de Netanyahu,



Après le bombardement du consulat d'Iran à Damas par l'armée israélienne, le 1^{er} avril.

incapable de venir à bout du Hamas et massacrant trop ouvertement des milliers de Palestiniens, les dirigeants américains n'ont jamais lâché Israël. Car les États-Unis ont bien trop besoin de l'armée israélienne pour maintenir l'ordre impérialiste dans cette région où ils ont semé de nombreuses bombes à retardement.

Les États-Unis ont certes d'autres alliés parmi les régimes de la région, tous défenseurs de l'ordre social. Ils financent les armées jordanienne et égyptienne.

Ils sont alliés avec la riche Arabie saoudite. La Turquie est membre de l'OTAN. Ils collaborent y compris avec l'Iran des ayatollahs et des pasdarans, même s'ils ne cessent de les pourfendre, comme en Irak où ils ont installé, après avoir renversé Saddam Hussein, un État qu'ils parrainent ensemble. Mais, parce que la politique des dirigeants israéliens successifs a mis leur peuple dans la situation d'assiégé qui croit n'avoir d'autre choix que la guerre. Parce que son armée est la

plus aguerrie et la mieux équipée de la région, Israël est considéré par l'impérialisme comme un allié sûr contre l'Iran et d'autres, qui ne peut pas faire défaut.

Qu'ils vivent au Moyen-Orient, en Europe ou aux États-Unis, les travailleurs n'ont pas à s'aligner derrière la politique de leurs dirigeants. Ni le prétendu camp des démocraties ni celui qu'ils présentent comme l'axe du mal, l'Iran et ses alliés, ne représentent leurs intérêts.

Xavier Lachau

Gaza : l'impérialisme américain arme les massacreurs

Le plan d'aides militaires voté par la Chambre américaine des représentants samedi 20 avril comprend le versement de 13 milliards de dollars d'assistance militaire à Israël.

Si Biden a fait mine de s'émouvoir un peu du sort des Palestiniens de Gaza ces dernières semaines, il montre qu'il n'entend pas remettre en cause le soutien américain à son allié israélien.

Quelques jours auparavant, le 17 avril, Washington a utilisé son veto contre la demande d'intégration pleine et entière à l'ONU de la Palestine, qui a depuis 2012 un statut d'« État non membre observateur ». Un État palestinien « ne peut naître que de négociations directes entre les parties », a justifié l'un des représentants américains à l'ONU. Le message envoyé est clair : les États-Unis n'entendent pas imposer quoi que ce soit au gouvernement israélien, qui demeure leur bras armé

au Moyen-Orient.

Fort de ce soutien, le Premier ministre israélien Netanyahu peut adopter une attitude triomphaliste, déclarant que l'aide américaine « défend la civilisation occidentale ». Il promet d'accroître la « pression militaire et politique sur le Hamas

dans les prochains jours » et laisse toujours planer la menace d'une opération de grande ampleur contre la ville de Rafah, dans le sud de Gaza. La Défense civile de Gaza a rapporté, dimanche 21 avril, que des frappes israéliennes sur deux maisons y avaient fait au moins 16 morts. Le ministère de la Santé du Hamas a dénombré 48 morts en 24 heures dans le territoire, portant le bilan total depuis le début de

la guerre à plus de 34 000 morts et 76 000 blessés, majoritairement des femmes et des enfants.

Le bilan réel est probablement bien plus élevé, car de nombreux corps sont coincés sous les décombres ou se trouvent dans des zones inaccessibles aux médecins. Ainsi, près de 300 corps viennent d'être exhumés de fosses communes à l'intérieur de l'hôpital Nasser de Khan Younés, l'un des plus importants établissements de santé du territoire de Gaza. Les victimes ont été tuées et enterrées par les forces israéliennes. D'après des témoignages, au moins 50 corps « étaient dépouillés de leurs vêtements, ce qui indique certainement qu'ils ont été arrêtés, torturés et soumis à de mauvais traitements ».

La situation sanitaire et alimentaire est plus que jamais dramatique. Sous la pression internationale, un

deuxième point de passage a été ouvert entre Israël et le nord de Gaza, mais l'acheminement de l'aide se heurte toujours au contrôle tatillon des soldats israéliens, ainsi qu'aux routes détruites et au carburant strictement rationné. Comme le souligne un membre d'une des rares ONG encore présentes à Gaza : « Même si un cessez-le-feu venait à être déclaré demain, comment les populations pourraient-elles se reloger ? À Khan Younés, Gaza-ville ou dans le Nord, il n'y a plus d'infrastructures, plus de fermes, plus de services... Il n'y a plus rien pour accueillir la vie. »

Les dirigeants des puissances impérialistes, États-Unis en tête, ne trouvent en réalité rien à redire à cette situation parce qu'ils savent très bien que le maintien de leur système d'exploitation et d'oppression n'est possible qu'en soumettant les peuples à un tel régime de terreur.

Marc Rémy



Exhumation de corps dans l'enceinte de l'hôpital Nasser, le 21 avril, à Khan Younés.

États-Unis : des milliards pour la guerre

Après des mois d'opposition entre élus républicains et démocrates, dans un contexte de campagne électorale, les dirigeants des États-Unis se sont entendus pour ajouter près de 100 milliards de dollars à leurs dépenses militaires, dont 61 milliards d'aide à la guerre en Ukraine.

Biden à la Maison-Blanche et la majorité démocrate au Sénat n'ont jamais varié : en plus du budget colossal du Pentagone de 842 milliards de dollars pour 2024, 9 milliards de plus que ce que demandaient les généraux, les démocrates voulaient depuis des mois voter un budget complémentaire. Or les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, ne voulaient pas se prononcer en faveur d'une proposition des démocrates sans obtenir en échange un financement pour « renforcer la frontière » avec le Mexique contre les migrants qui tentent de la franchir. Les représentants trumpistes voulaient présenter leur vote pour les

crédits militaires comme une victoire de leur politique anti-immigrés.

Un premier « speaker » républicain avait eu toutes les peines du monde à se faire élire à ce poste de président de la Chambre en janvier 2023, au bout de quinze tours de scrutin et de compromissions avec les trumpistes. Mais, ayant parlé de s'associer à un texte proposé par les démocrates, il a été destitué en octobre par ses collègues au profit du chrétien évangéliste Mike Johnson. Devenu speaker à son tour, ce républicain trumpiste s'est converti, d'abord discrètement puis ouvertement, aux dépenses fédérales pour alimenter l'armée ukrainienne en

matériel, auxquelles il s'opposait précédemment.

Johnson, qui disait à ses électeurs qu'il fallait se méfier des mensonges de la CIA et des agences de renseignement roulant pour les démocrates, a expliqué depuis qu'il s'était informé auprès de ces mêmes agences. Il a commencé une longue manœuvre politique visant à obtenir l'aval, ou tout du moins la neutralité de Trump, pour faire voter une partie des républicains avec les démocrates en faveur de quatre paquets d'aide à la politique internationale de l'impérialisme américain, dont 61 milliards d'aide militaire à l'Ukraine.

Pendant ces mois de tergiversations le président ukrainien Zelensky s'est plaint sur tous les tons de l'absence d'aide des États-Unis pour expliquer les reculs de son armée, et Biden a rejeté publiquement la faute de ce retard sur Trump et son influence sur le parti



républicain. Pourtant le flot de matériel militaire américain en direction du front ukrainien ne s'est jamais interrompu. Depuis l'été 2021, et donc avant même l'invasion russe de l'Ukraine, le Pentagone, agissant en vertu des pouvoirs exécutifs du président Biden, a envoyé 55 paquets de matériel à l'armée ukrainienne.

Le rythme des livraisons s'est accéléré à partir de février 2022, avant de ralentir un peu ces derniers mois, pendant que les jeux de pouvoir se déroulaient à Washington. Le dernier lot, en cours de livraison, comprend tout de même des

missiles antiaérien Stinger, des roquettes longue distance pour lanceur Himars, des roquettes antichar et des obus d'artillerie de 155 mm, dont certains chargés de sous-munitions.

La majeure partie des 61 milliards de dollars nouvellement votés vont revenir aux industriels américains de l'armement sous forme de commandes. L'aide aux généraux ukrainiens est un élément de la politique militaire des États-Unis, première puissance impérialiste, en vue de défendre leur domination planétaire.

Lucien Déroit

Grande-Bretagne : loi Rwanda, loi de scélérats



« À bas le racisme ! Bienvenue aux réfugiés »

Dans la nuit du 22 au 23 avril, le Parlement britannique a adopté une loi autorisant la déportation vers le Rwanda des migrants entrés illégalement en Grande-Bretagne. Les premiers avions pourraient décoller en juillet.

Cela faisait des mois que Sunak, le Premier ministre conservateur, essayait de faire passer son projet, censé décourager les traversées de la Manche en bateau pneumatique, et surtout conçu pour aider son parti à limiter la casse lors des élections législatives prévues à l'automne.

Malgré la signature d'un accord de « sous-traitance »,

des demandeurs d'asile entre Londres et Kigali dès avril 2022, l'adoption de la loi a tardé. Car, même aux yeux des juges de la Cour suprême et d'une partie de la Chambre des lords, elle mettait en danger de manière vraiment trop évidente la vie des futurs expulsés. Le régime rwandais de Paul Kagamé est en effet connu pour son

caractère autoritaire voire sanguinaire. Le Royaume-Uni a lui-même récemment accordé l'asile politique à quatre réfugiés rwandais, ce qui suffit à disqualifier ceux qui prétendent que le Rwanda est un pays sûr.

Mais les avertissements des ONG, de la Cour européenne des droits de l'homme et des experts de l'ONU n'auront pas suffi à faire reculer Sunak, déterminé pour des raisons politiques à faire passer ce texte. Il s'agit de déporter au Rwanda, à plus de 6 000 kilomètres des côtes anglaises, tout immigré entré illégalement en

Grande-Bretagne, et pas seulement des Rwandais ou d'autres Africains. Sur place ils auraient le droit de faire une demande d'asile en Grande-Bretagne... au risque de se faire expulser vers leur pays d'origine en cas de rejet, ce qui pour bien des Afghans ou des Soudanais peut signifier la mort. Quant aux déboutés du droit d'asile qui resteraient au Rwanda, on n'ose pas imaginer leur sort, aussi peu enviable que celui de tous les migrants du monde coincés dans des centres de rétention.

L'obstination de Sunak à faire passer cette loi n'est

pas pour surprendre, de la part d'un gouvernement dont le soutien au massacre en cours à Gaza ne s'est jamais démenti. Sunak sait très bien que cette loi ne va pas « stopper les bateaux », slogan qu'il répète en boucle pour complaire à la droite de son parti et aux électeurs les plus réactionnaires.

Mais, incapable de répondre aux difficultés les plus élémentaires de la population, à commencer par la hausse des prix et la dégradation du système de santé, il joue avec cynisme la carte de la xénophobie.

Thierry Hervé

Un texte démagogique et barbare

En 2024, plus de 5 400 migrants ont déjà risqué leur vie en essayant de traverser la Manche, un chiffre en hausse de 25 % par rapport à la même période de l'an dernier.

Sur toute l'année 2023, ils avaient été 29 000. C'est cela que Sunak présente comme une invasion, alors que l'économie britannique manque de bras et que des centaines de milliers de personnes

s'installent chaque année tout à fait légalement dans le pays !

Dans la nuit même où les parlementaires britanniques adoptaient cette loi scélérate, hypocritement baptisée « Asile et

immigration – sécurité du Rwanda », cinq migrants, dont un enfant, mouraient en tentant de traverser la Manche. Le nouveau texte ne découragera aucun migrant de tout risquer dans l'espoir d'une vie meilleure. La Manche restera un cimetière, avec les prisons rwandaises comme annexes.

T. H.

25 avril 1974 au Portugal: la révolution des Œillets

À l'aube du 25 avril 1974, un coup d'État militaire mettait fin à la dictature salazariste en place depuis un demi-siècle au Portugal. La population de Lisbonne occupait les rues, attaquait la police politique, ouvrait les prisons, tandis que les soldats mettaient des œillets rouges dans le canon de leurs fusils.

Ce qui avait débuté comme un putsch se transformait en soulèvement populaire.

La dictature cléricale et policière construite à partir de 1928 par Salazar, auquel Caetano avait succédé en 1968, contribuait à maintenir le pays dans un état de sous-développement archaïque. Au sud, la grande propriété latifundiaire régnait sur des journaliers misérables. Au centre et au nord, les petits paysans propriétaires vivotaient en quasi-autarcie. La surpopulation rurale alimentait l'émigration, surtout vers la France, où vivaient 800 000 Portugais.

La survie du régime était liée au maintien des colonies africaines, vingt fois plus grandes que la métropole, qui fournissaient des matières premières agricoles et minières, mais qui étaient aussi secouées par des mouvements de guérilla luttant pour l'indépendance, en Angola depuis 1962, en Guinée depuis 1963, au Mozambique depuis 1964. Ces guerres coloniales coûtaient cher en argent et en hommes, le service militaire durant quatre ans et incitant les jeunes hommes à émigrer.

Des officiers contre la dictature

Les officiers inférieurs, lieutenants et capitaines, issus de la jeunesse petite-bourgeoisie éduquée, constataient qu'une victoire militaire dans les colonies était impossible. En

septembre 1973, le Mouvement des capitaines, qui allait devenir le Mouvement des forces armées (MFA) fut créé dans le but affiché de mettre fin aux guerres coloniales et de moderniser le pays. Le général Spinoza lui-même, homme de droite et ancien commandant en chef en Guinée, publia en février 1974 un livre préconisant l'autonomie des colonies.

Après le 25 avril, le salazarisme étant balayé et le cessez-le feu instauré dans les colonies, quel régime allait-on mettre en place? Aucune transition n'avait été préparée au sein de la dictature. Caetano avait cédé ses pouvoirs au général Spinoza, « afin que le pouvoir ne tombe pas dans la rue ». Celui-ci forma un gouvernement qui comprenait les dirigeants du PS et du PC rentrés d'exil. Pour la première fois depuis 1947, dans un pays occidental, un parti communiste arrivait au gouvernement.

Le PC était le seul parti à jouir de quelque influence parmi les ouvriers et les paysans et à pouvoir contrôler le mouvement populaire. Le 25 Avril ayant libéré toutes les forces comprimées par la dictature, on assistait à une floraison de comités, à l'émergence d'organisations politiques et syndicales, à des grèves, des occupations de terres et de logements. Le Premier mai, un demi-million de personnes défilèrent dans Lisbonne, mais déjà le PC déclara que réclamer des augmentations de salaire était le fait des suppôts



À Lisbonne.

de la bourgeoisie. Sous la pression des travailleurs, le gouvernement dut pourtant nationaliser la plupart des grandes entreprises et proclamer une réforme agraire que les ouvriers agricoles avaient déjà réalisée dans les faits.

Alors que les grands bourgeois effrayés s'enfuyaient en Espagne, en France et jusqu'au Brésil, l'armée elle-même était touchée. Sous-officiers et soldats organisaient dans les casernes des assemblées générales et des comités, les SUV (Soldats unis vaincraient). La discipline disparaissait au profit de la discussion et des décisions démocratiques, un problème pour l'état-major et au-delà pour la bourgeoisie.

PS et PC, deux options politiques pour la bourgeoisie

Spinoza, qui tentait de s'appuyer sur une « majorité silencieuse » pour ramener l'ordre, démissionna, puis le 11 mars 1975 tenta un coup de force contre les casernes les plus actives, se heurta à la résistance de la troupe et dut s'enfuir. Après le départ de Spinoza, les partis politiques auxquels la population faisait confiance, le PS et le PC, étaient mis face à leurs responsabilités. Il n'était question ni pour l'un ni pour l'autre de bouleverser l'ordre social, mais bien de restaurer un pouvoir politique stable pour la bourgeoisie. Pour cela, le PS prônait la voie parlementaire pour aller vers la modernisation économique. Il fut le grand vainqueur des élections à l'Assemblée constituante d'avril 1975.

Un autre courant, présent notamment parmi les militaires du MFA, envisageait de moderniser le pays par des mesures radicales, s'inspirant de celles adoptées par des dirigeants nationalistes du tiers-monde comme Nasser ou d'autres. Le PC, désavantagé dans les élections, joua cette carte et s'aligna sur les militaires radicaux dans le MFA, mettant en avant « l'alliance peuple-MFA », dont le mot d'ordre reprenait celui de l'Unité populaire chilienne: « Le peuple uni ne sera jamais vaincu. »

À l'extrême gauche, des groupes maoïstes, trotskystes, anarchistes ou populistes disposaient en bien des endroits de militants influents. Cependant ils s'alignèrent sur l'une ou l'autre de ces deux politiques bourgeoises. Ainsi la classe ouvrière était invitée à soutenir l'un des deux champions et non à mener une politique indépendante.

Le MFA de son côté n'avait pas de politique propre, car en son sein toutes les tendances étaient représentées et en fait il était paralysé alors qu'une contre-offensive était en cours à droite.

La reprise en main

Dans le Nord, l'Église et la droite menaient une violente campagne anticommuniste. Les locaux du PC étaient attaqués. Le PS de son côté utilisa des affaires comme celles de l'occupation du quotidien *Republica* ou de la radio catholique *Renascença* pour s'ériger en défenseur de la propriété privée et contre le pouvoir populaire. Des officiers de droite sélectionnaient

des troupes sûres, dans un contexte de marasme économique et d'inflation.

En novembre 1975, le gouvernement affronta une série de grèves. Les ouvriers du bâtiment obtinrent 40% d'augmentation de salaire après avoir assiégé deux jours durant l'Assemblée et le gouvernement. Une série de provocations de l'état-major déclencha la rébellion de la caserne de parachutistes à Tancos, à plus de cent kilomètres de Lisbonne, « au service du peuple et de la révolution socialiste ». Le président Costa Gomes s'assura alors la complicité du PC et du plus connu des officiers radicaux, Otelo de Carvalho, pour reprendre Tancos le 25 novembre.

L'état de siège et un couvre-feu furent décrétés, les médias contrôlés, les militaires marqués à gauche démis ou arrêtés, les unités les plus politisées dissoutes. Le balancier de l'histoire repartait vers la droite et, au fil des années, les avantages arrachés par les ouvriers et les paysans, syndicats, coopératives, lois sociales, nationalisations, réforme agraire, furent repris par la bourgeoisie. Le PS et une droite renouée allaient alterner au gouvernement et à la présidence, tandis que le PC, tout en s'affirmant l'adversaire du capitalisme, orientait toute mobilisation vers une voie parlementaire. L'issue que la révolution des Œillets avait semblé ouvrir vers un bouleversement social se refermait, les organisations se réclamant de la classe ouvrière ayant tout fait pour cela.

Vincent Gelas



« Marins et soldats aux côtés du pouvoir en lutte pour la paix et pour la révolution démocratique populaire. »

MA France – Aulnay-sous-Bois : 100 % en grève

La totalité des 280 travailleurs de cette usine d'emboutissage d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, est en grève depuis le 16 avril suite aux annonces de la direction sur la fermeture programmée du site.

Cet atelier produit des pièces de ferrage pour l'automobile, 80% de la production concerne Stellantis, les 20% restant étant pour Renault. En quelques jours, les usines de PSA Poissy, PSA Hordain et Luton, en Angleterre, ont été mises à l'arrêt par manque de pièces. Les travailleurs ont réagi très fort, à un moment où Tavares, le PDG de Stellantis, compte encore sur leur travail pour faire tourner plusieurs usines. Chaque jour, ce sont plus d'un millier de voitures qui ne sortent plus

des chaînes de montage, et c'est un énorme manque à gagner pour Stellantis.

Les grévistes ont bien compris que la fermeture a été décidée par leur donneur d'ordre principal et ils se sont engagés de manière massive et déterminée dans le bras de fer. La direction locale manœuvre pour tenter de faire reprendre le travail. La promesse d'une prime de 3000 euros pour une reprise immédiate du travail a été balayée d'un revers de main par les grévistes. La proposition

a même été prise pour ce qu'elle est : une provocation. Des vigiles habillés tout en noir en mode Robocop sont apparus tout autour du site. Et tous les matins, l'arrivée des cadres dirigeants dans un convoi de voitures noires aux fenêtres teintées avec des gardes du corps déclenche une franche rigolade. Il faut dire que dans cet ancien atelier des presses de l'usine PSA Aulnay, un certain nombre de travailleurs ont fait les grèves de 2007 sur les salaires et de 2013 contre la fermeture de l'usine PSA. C'est une expérience précieuse pour tous.

Les travailleurs exigent des garanties sur l'avenir et savent que, d'une manière ou d'une autre, c'est à Stellantis qu'il faut tordre le



bras. La politique de Carlos Tavares, le PDG de Stellantis, est de mettre partout dans le monde la pression sur les travailleurs du groupe y compris les sous-traitants, de fermer des sites pour aggraver l'exploitation et augmenter les profits. Les actionnaires se gavent avec

18,3 millions d'euros par jour de dividendes.

Les 280 travailleurs de MA France ont mis un gros grain de sable dans la machine à profits. Et ils comptent bien défendre chèrement leur emploi et leur salaire.

Correspondant LO

Keolis – Montesson et Argenteuil : en lutte pour les salaires

Une grève a démarré lundi 22 avril au matin dans les deux dépôts de bus Keolis d'Argenteuil et de Montesson, qui desservent une partie de la banlieue ouest de Paris : Argenteuil, Sartrouville, Bezons, Cormeilles-en-Parisis...

La quasi-totalité des conducteurs étaient en grève. Seuls quatre bus ont pu sortir à Argenteuil, dans le Val-d'Oise, et deux à Montesson, dans les Yvelines.

L'ensemble des organisations syndicales avaient appelé au mouvement. En 40 ans, à Argenteuil, c'est la première fois que l'encadrement ainsi que les ateliers se sont joints aux conducteurs. La question des salaires est au cœur du mécontentement. Les payes sont trop basses, et certains conducteurs accumulent les heures de conduite et des semaines infernales. La direction de Keolis qui ne proposait que

1,9% d'augmentation propose dorénavant 2,5%. Les grévistes réclament 4%, et certains à Montesson 6%.

Mais c'est également la détérioration des conditions de travail qui a mis le feu aux poudres. Les conditions de conduite sont de plus en plus difficiles, les temps de parcours sont impossibles à tenir. Avant de prendre le tour de conduite suivant, il n'y a parfois que deux, trois minutes qui ne permettent pas de prendre un café ou même d'aller aux toilettes. Les temps de parcours sont allongés non seulement par l'état du trafic, mais aussi par le temps réel nécessaire

pour que les voyageurs puissent descendre et monter aux arrêts, loin des savants calculs imposés mais impossibles à réaliser.

À cela s'ajoute l'état du matériel. Au dépôt d'Argenteuil, un bus qui a déjà 800 000 km au compteur reste en service. De nombreux bus sont mal en point. Des conducteurs sont ainsi amenés à attendre qu'un véhicule rentre pour pouvoir faire leur service.

Ces dégradations sont le résultat des économies imposées par l'État et la région aux services publics, et que les patrons de Keolis, Transdev ou de la RATP mettent en œuvre, tout en cherchant à faire un bénéfice maximum. Tout cela se fait aux dépens des travailleurs et des usagers, et les grévistes ne l'acceptent pas.

Correspondant LO



Caterpillar – Grenoble : razzia sur les RTT

Caterpillar produit des engins de chantier dans l'agglomération de Grenoble, mais surtout du profit. Les 67 milliards de dollars de bénéfices réalisés pour l'ensemble du groupe mondial en 2023 ont été un record historique !

L'accord des 35 heures, datant de 1999 et modifié plus de huit fois depuis, permet au patron d'imposer des semaines de 37 h 30 payées 35 heures. Les 2 h 30 supplémentaires sont transformées en RTT dits « collectifs », c'est-à-dire entièrement à disposition du patron et non des ouvriers.

La direction en profite largement et impose, selon son bon vouloir, des heures supplémentaires et samedis obligatoires, suivis de RTT imposées, parfois dans la même semaine ! Le tout est annoncé ou annulé au dernier moment sous prétexte d'aléas de commandes et de réceptions de pièces. Par exemple, plusieurs travailleurs se feront voler neuf RTT d'ici juin, après avoir enchaîné depuis janvier des semaines à rallonge épuisantes. Pour beaucoup dans les ateliers, c'est l'écœurement. Tous voient la manœuvre de la direction pour intensifier l'exploitation, voler leurs congés, payer le moins possible, tout cela au mépris de leur vie personnelle.

Mais cela ne suffisait pas au patron. Les travailleurs auxquels il reste des jours de RTT non posés dans l'année, ont la possibilité de les mettre sur un

compte dit de long terme. Pour le paiement de ces jours, suite à la plainte aux prud'hommes d'un technicien partant à la retraite, la cour d'appel de Grenoble a condamné Caterpillar en 2021, à respecter la majoration de 25% pour les heures supplémentaires et celle de 10% pour les indemnités de congés payés.

Vexée comme un pou et pour être sûre de n'avoir plus à payer cette majoration à d'autres salariés, la direction a alors décidé de soumettre à la signature des syndicats un nouvel avenant à l'accord des 35 heures qui annule toute majoration des RTT placées sur ce compte. À l'exception de la CGT, tous les syndicats viennent de le signer en justifiant cette attaque par le fait que la direction menaçait, en cas de refus, d'annuler tout l'accord. C'est un faux chantage car la direction est la première bénéficiaire de la flexibilité totale que l'accord existant lui permet.

La multinationale n'est jamais à court de sales coups, même pour économiser trois francs, six sous. La seule chose qu'elle n'aura pas volée, c'est une riposte collective des travailleurs.

Correspondant LO

Michelin : leçon d'indécence patronale

Pour que Carlos Tavares ne soit pas le seul grand patron à faire parler de lui, Florent Menegaux, PDG de Michelin, s'est offert une campagne de publicité. Mais, à l'inverse du dirigeant de Stellantis, Menegaux joue les capitalistes au grand cœur, affirmant que tous ses salariés reçoivent un « salaire décent ».

Candide, il explique que le salaire minimum dans bien des pays permet seulement de survivre, et que lui-même a intérêt à payer un peu plus que le minimum vital : « Les salariés, lorsqu'ils sortent du mode survie, améliorent leur performance. » Cette communication ne lui coûte pas cher : aucune augmentation de salaire n'est annoncée, Menegaux se félicite simplement des salaires tels qu'ils sont pour les 132 000 salariés du groupe dans le monde. Il a pris soin de présenter des salaires annuels, ce qui permet de ne pas parler de salaire horaire. Ainsi, un ouvrier chinois toucherait 69 000 yuans (9 000 euros) par an, un ouvrier brésilien 37 000 réals (6 700 euros). Mais pour quel temps de travail ?

Pour la France, Michelin présente deux chiffres, expliquant ses calculs par le coût de la vie dans le lieu de résidence, ce qui justifie selon lui une sorte de régionalisation des salaires : 39 600 euros brut à Paris, et 25 300 euros à Clermont-Ferrand, siège du groupe. Il prétend aujourd'hui que tous les

salariés touchent au moins 20 % de plus que le smic, deux mois après avoir affirmé sur BFM Business que c'était au moins 40 à 50%.

En France, les salariés de Michelin ne sont pas au smic, mais de très peu : un ouvrier est embauché à 11,92 euros brut de l'heure, à peine 30 centimes au-dessus, et une bonne partie de ce que chacun touche

est constitué de primes, variables et incertaines par nature. Sans ces primes, de nombreux ouvriers des sites français gagnent autour de 1 700 euros, souvent en 3x8. Mais, dans les usines Michelin, il y a bien des salariés au smic : ce sont les intérimaires, les sous-traitants qui remplissent les camions ou font le ménage et la logistique sur les sites, tâches dont Michelin s'est débarrassé d'année en année.

Et, dans le monde, les travailleurs et travailleuses qui participent à la production des profits de Michelin sont aussi dans les plantations d'hévéas en Indonésie, les usines de caoutchouc

synthétique au Gabon, ou sur les cargos qui transportent le noir de carbone depuis l'Afrique du Sud. Leurs conditions d'exploitation, l'indécence de leurs salaires, Menegaux s'en lave les mains.

Cette année, les actionnaires vont se partager la moitié des 1,98 milliard d'euros de bénéfices du groupe. Florent Menegaux, lui, reconnaît modestement : « Je gagne très bien ma vie. » C'est-à-dire 3,8 millions d'euros en 2023, année où il a annoncé des fermetures en série : deux



usines en Allemagne, une aux États-Unis, un atelier en Chine et un autre en Pologne. Ce patron « à la fibre sociale », comme disent les journalistes, n'a plus qu'à expliquer ce que serait une allocation chômage « décente ». Il est assez cynique et hypocrite pour ça.

Correspondant LO

Michelin – Bourges : pour avoir un salaire décent, il faut prendre sur les dividendes

Le PDG de Michelin oublie de dire que bon nombre de ses salariés se trouvaient en début d'année en dessous de ce qu'il appelle un salaire « de survie ».

Le jour même de sa déclaration sur le « salaire décent », les réflexions ont fusé dans les ateliers : « Avec les salaires qu'on a, on n'arrive pas à vivre », « On est dans le rouge au 15 du mois quand ce n'est pas avant ». À l'usine Michelin de Bourges, les jeunes embauchés sont payés entre 1 400 et 1 600 euros net par mois en travaillant en 3x8,

et en changeant d'horaire chaque semaine. Les plus anciens gagnent tout juste 1 800-1 900 euros primes comprises, rarement 2 000.

Alors, le PDG se moque du monde quand il explique qu'un salaire décent est un salaire de 1 650 euros qui permet de subvenir aux besoins d'une famille de quatre personnes, logement,

alimentation, frais de santé et éducation des enfants, tout compris, et même de s'assurer une épargne de précaution.

Dans l'usine, les travailleurs ne parlent pas de salaire décent mais de salaire de la honte ! Et certains remarquent que le PDG peut bien se permettre d'annoncer un salaire de 2 500 euros en région parisienne, où justement il n'y a pas d'usine Michelin. Et puis, il y a tous ceux que Michelin

a jetés à la rue ces dernières années à la Rochesur-Yon, par exemple, où l'usine Michelin a fermé, et quatre travailleurs sur dix n'avaient pas retrouvé de travail un an après. Ils ne touchent pas un salaire décent, mais pas de salaire du tout ! Et la même galère risque de se profiler pour d'autres travailleurs, puisque le PDG a dit que l'emploi n'était garanti dans aucune entreprise du groupe.

Correspondant LO

Tour Eiffel : une grève victorieuse

Après trois semaines de grève les travailleurs des huit boutiques de la Tour Eiffel ont repris le travail vendredi 19 avril avec fierté et dans la bonne humeur. Ils ont obtenu pour tous 110 euros d'augmentation de salaire et une prime de 500 euros pour les Jeux Olympiques.

Les boutiques de souvenirs où les employés travaillent sont louées par la SETE (Société d'exploitation de la Tour Eiffel) à la société LxA, du groupe Lagardère, qui a déclaré 17 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023, bien plus que les 13 millions escomptés. Quand la direction a proposé 40 euros d'augmentation et une prime de 140 euros lors des dernières négociations salariales, les travailleurs ont donc vite réagi : pour

des salaires qui tournent autour de 1 700 euros, on était loin du compte ! Les 46 salariés des boutiques ont donc décidé la grève à la quasi-unanimité. Soutenus par la CGT, ils ont mis en avant leurs revendications : 210 euros d'augmentation et une prime Jeux Olympiques pour tous.

Tous les matins, pendant trois semaines, les grévistes se sont retrouvés pour discuter au moins une heure avant de partir en manifestation : ces

discussions et les liens qui se sont créés entre grévistes ont renforcé leur détermination et leur ont permis de tenir, face à une direction qui misait sur le pourrissement. Les travailleurs ont bravé l'interdiction de manifester sur le site et se sont fait entendre des visiteurs, avec chasubles et

drapeaux. Chaque jour, ils ont occupé plusieurs boutiques. En pleine période de vacances scolaires, cela représentait une grosse perte pour la direction. Quant aux grévistes, ils ont pu compter sur le soutien massif des autres salariés du site et de nombreux touristes, qui n'ont pas hésité

à mettre la main à la poche pour soutenir la caisse de grève et ont même manifesté avec eux.

Les grévistes ont repris le travail, fiers d'avoir infligé un recul à la direction et d'avoir relevé la tête face au mépris du groupe Lagardère.

Correspondant LO



Indexia : clients et salariés crient "au voleur!"

Cela fait plusieurs années que l'entreprise Indexia (ex-SFAM), spécialisée en assurances pour téléphones portables et dont le siège est à Romans-sur-Isère, est pointée par la justice pour escroquerie, arnaque et abus de confiance.

Le 19 avril, à l'appel de l'UFC-Que Choisir, 150 clients ont manifesté leur colère à Romans-sur-Isère, et quelques jours auparavant des salariés avaient fait grève pour protester contre les salaires impayés. Lancée dans les années 2000, la SFAM (devenue Indexia en 2021) était présentée comme la preuve que tout le monde pouvait réussir, le rêve capitaliste

par excellence. Fondée par Sadri Fegaier, un jeune courtier d'origine modeste de la ville, devenu milliardaire en quelques années, l'entreprise s'est déployée surtout à partir de 2016. Elle possédait des bâtiments clinquants, employait plusieurs centaines de salariés, notamment dans le démarchage téléphonique pour faire souscrire à des assurances dans la téléphonie et

le multimédia. Les salaires ne dépassaient pas le smic, mais ils étaient complétés par des primes, souvent de plusieurs centaines d'euros par mois. Pour beaucoup de jeunes de Romans, l'embauche dans cette entreprise, dont le patron était le fils d'un chauffeur poids lourd et d'une femme de ménage, donnait l'illusion que chacun peut s'en sortir.

Mais très vite les illusions sont tombées. Des salariés ont fait part des méthodes de travail dignes de la pire escroquerie : arnaquer les plus naïfs en vendant plusieurs fois la même

assurance au même client, faire des prélèvements indus pouvant aller jusqu'à 30000 euros. Suite à la mobilisation et aux plaintes regroupées de plusieurs consommateurs, Indexia fait l'objet de procédures en justice et sera jugé en septembre devant le tribunal correctionnel de Paris pour pratiques commerciales trompeuses.

À ce jour, même si le groupe risque la liquidation judiciaire, le patron, lui, a mis sa fortune à l'abri. Sadri Fegaier est aujourd'hui la 87^e fortune du pays, 1,4 milliard d'euros, et pour cela il

n'a pas seulement arnaqué des centaines de clients : ses employés ont été ses premières victimes. Les primes ont été supprimées au fil des années et, encore récemment, certains ont subi des retards de salaire de plus de dix jours et attendent encore le versement de leurs primes d'intéressement et de participation de 2022. Ce mois d'avril, les salariés des boutiques Hubsid Store, appartenant à Indexia, ont fait grève pour dénoncer cette situation.

Voilà ce que cachait cette « réussite capitaliste »!

Correspondant LO

SNCF – Strasbourg : rassemblement contre un licenciement

Plus de 200 cheminots se sont rassemblés mercredi 17 avril devant la direction régionale de la SNCF à Strasbourg pour soutenir leur collègue, agent d'escale et délégué syndical Sud Rail, convoqué à un conseil de discipline pour licenciement.

Conscients que la direction cherche à se débarrasser d'un militant syndical combatif, les cheminots ont envahi le bâtiment de la direction régionale pour accompagner leur collègue jusqu'à la salle où se déroulait son conseil de discipline. Ils ont attendu à l'intérieur jusqu'à la fin, scandant des slogans de soutien, pour

montrer qu'il n'était pas seul face à ce tribunal de la direction. Au bout de quatre heures, c'est sans surprise que la direction a voté pour le licenciement et les délégués contre, à trois voix contre trois. Rien n'est encore définitif, mais cette attaque prouve qu'on ne peut rien attendre de la direction de la SNCF.



Comme tous les patrons, elle veut faire baisser la tête à tous ceux qui se battent et s'opposent à sa politique.

Elle imaginait pouvoir à nouveau tenir son conseil de discipline en catimini et dans le plus grand des

silences, mais c'était sans compter sur la solidarité cheminote, et c'est raté!

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



Premier mai : vive le drapeau rouge !

Comme chaque année depuis plus d'un siècle, les travailleurs du monde entier sont appelés à manifester le 1^{er} mai 2024.

Il ne s'agit pas d'un rituel ou d'une promenade du dimanche. Il s'agit d'une journée de lutte contre le capitalisme, qui affirme que les travailleurs de tous les pays ont des intérêts communs.

Cette année, le contexte est marqué par des guerres sur toute la planète. Que ce soit le massacre de la population à Gaza, les jeunes soldats qui meurent dans une véritable guerre de tranchées entre l'Ukraine et la Russie ou dans les massacres incessants depuis des décennies au Congo, tout montre que le monde capitaliste est une jungle barbare. Contre cela, il ne suffit pas d'être « pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international ». Les travailleurs du monde entier savent que le droit ne sert

jamais que les plus forts. Les institutions internationales ne s'opposent jamais aux puissants de ce monde car elles ont été mises en place par eux. On ne pourra avoir la paix sans combattre les auteurs de guerre qui sont à la tête des grandes puissances. Travailleurs français, américains, russes, ukrainiens, israéliens et palestiniens n'obtiendront vraiment la paix que s'ils se rejoignent dans un combat commun pour renverser le pouvoir des exploités. Tant que les capitalistes imposeront leur dictature sur le monde, il y aura la guerre, la misère et la répression pour ceux qui protestent.

Cette lutte contre les auteurs de guerre est la même que celle des travailleurs pour la défense de leurs

intérêts vitaux. Ce sont les mêmes qui exploitent, licencient, volent les travailleurs ici et font la guerre dans le monde pour continuer à le dominer et à piller les richesses sur tous les continents. Alors, c'est pour leurs intérêts, contre l'exploitation et le chômage, que les travailleurs doivent aussi manifester.

Dans cette lutte, les travailleurs ont des ennemis et des alliés. Leurs ennemis sont les capitalistes, aussi bien ceux d'ailleurs que ceux de France. Leurs alliés sont les travailleurs du monde entier, qu'ils soient à des milliers de kilomètres ou qu'ils soient dans l'atelier d'à côté. Aucun travailleur, aucun migrant, aucun réfugié ne vole le pain des travailleurs d'ici, mais Total, Leclerc, Auchan et tous les autres capitalistes le font ! Alors, vive la lutte de la classe ouvrière internationale, et c'est pour l'affirmer que Lutte ouvrière appelle à manifester le Premier mai !

Marion Ajar



transformera en révolution sociale et vous-mêmes en serez alors responsables !

Oui, la révolution sociale ! Le Premier Mai est un jour férié international célébré dans tous les pays... Le Premier Mai est la préparation pour la révolution sociale, un coup d'essai des forces du prolétariat. Les ouvriers du monde sont unis pour dire : « Nous sommes prêts pour la bataille ! »

Dépenses militaires : la guerre en préparation



L'Institut international pour la paix de Stockholm, le Sipri, vient de publier son rapport sur l'évolution des dépenses militaires dans le monde.

En 2023, ces dépenses se montaient à 2 443 milliards de dollars. C'est la plus grosse progression depuis 2009, avec des dépenses particulièrement importantes en Europe, en Asie, en Océanie et au Moyen-Orient. Le Sipri a identifié 56 zones de conflits armés dans le monde dont, bien sûr, la guerre en Ukraine et celle de Gaza, mais allant bien au-delà.

Le champion toutes catégories reste, et de loin, les États-Unis avec 913 milliards de dollars de dépenses. Il est le principal fournisseur de l'OTAN, qui a englouti 1 341 milliards de dollars en 2023. À eux seuls, les États-Unis représentent 40% de toutes les dépenses militaires de la planète. En ce sens, et grâce à cela, ils en restent le gendarme armé, qui veut faire régner sa loi et son ordre. Quant à la France, elle se contente, derrière les États-Unis, d'être le deuxième plus gros exportateur d'engins de mort. Ce record devrait ravir tous les champions de l'industrie française, de l'extrême droite à la gauche de la gauche. Les capitalistes français et leur État sont incapables de produire des médicaments pour soigner la population, incapables de fournir les logements nécessaires, comme tout ce qui est vital et utile aux milieux populaires. Alors si, pour les

engins de mort, la France est sur le podium, il n'y a pas de quoi en être fier.

La guerre semée par les pays impérialistes ravage déjà bien des pays pauvres. Au Soudan, là où la population meurt de faim, les dépenses militaires ont augmenté en un an de 79%. Et en République démocratique du Congo, enfoncée dans des guerres internes pilotées par les grands trusts avec une population au bord du gouffre, les dépenses militaires ont progressé en un an de 105%.

Outre les conflits armés qui ravagent tous les continents, une préparation à la guerre est en cours dans les esprits, menée dans tous les grands États par le personnel politique et les médias. Elle vise à embrigader d'avance les populations, alors que celles-ci n'ont aucun intérêt à une guerre qui les transformerait en chair à canon, pour peu que les dirigeants du monde capitaliste y voient un intérêt.

Comme le disait Anatole France au sortir de la Première Guerre mondiale : « On croit mourir pour la patrie on meurt pour des industriels et les banquiers. » Cette guerre qui devient une menace concrète serait celle des ennemis mortels des populations et de la classe ouvrière du monde.

Paul Sorel

À Paris, la manifestation partira à 14h30 de la Place de la République

Pour la révolution sociale

Extraits du discours de la militante bolchevique Alexandra Kollontai à Stockholm, le 1^{er} mai 1912, alors que la guerre, partie des Balkans, menaçait d'embraser l'Europe et le monde.

« C'est aujourd'hui notre grand jour, le jour où la solidarité du prolétariat international est exprimée dans le monde entier par des démonstrations de masse. (...)

Le prolétariat russe, aux côtés de celui du monde entier, proteste contre toutes les guerres. C'est un fait bien connu que le prolétariat ne connaît aucune frontière nationale. Il ne reconnaît que deux « nations » dans le monde civilisé : les exploités et les exploités.

Les capitalistes disent toujours : « Nous devons nous armer parce que la guerre

menace ! » Et ils pointent leurs symboles sacrés : militarisme sur terre, militarisme en haute mer et militarisme dans les airs. Ils instrumentalisent le spectre de la guerre pour le placer entre eux et le spectre rouge. Ils appellent à la guerre pour se libérer du spectre de la révolution sociale.

Mais l'Internationale leur répond d'un cri unanime : [...] « Pas un pas de plus ! Nous sommes mobilisés et si les capitalistes osent faire la guerre, alors le spectre rouge la

AGENDA

Fête de Lutte ouvrière à Marseille

Dimanche 5 mai à partir de 11 heures

à Gardanne, dans le parc forestier de Valabre, (D7, entre Gardanne et Luynes)

À 15 heures, débat avec Nathalie Arthaud